

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 8 FÉVRIER 1924.

Projet de loi

relatif à la réglementation de la profession d'agent de change.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

La question de la réglementation de la profession d'agent de change a fait l'objet, il y a déjà plusieurs années, des préoccupations du Gouvernement.

En 1913, M. Carton de Wiart, alors Ministre de la Justice, avait chargé le Conseil de Législation d'élaborer un avant-projet de loi concernant cette très importante question.

La guerre a interrompu pendant près de cinq années les travaux du Conseil de Législation, dont le projet, précédé d'un rapport ci-annexé qui en constitue l'exposé des motifs, est le résultat.

L'article 18 qui est la reproduction de l'article 2 de la loi du 4 mars 1919 réglementant les Bourses de change et de fonds publics et qui établit auprès de celles-ci un commissaire du Gouvernement, a été inséré dans le projet élaboré par le Conseil de Législation par le Gouvernement sur la demande du Département des Finances.

Le Ministre des Finances,

GEORGES THEUNIS.

Le Ministre de la Justice,

EMILE VANDERVELDE.

ANNEXE

Règlementation de la profession d'agent de change.— Révision de l'article 63 du titre V du Code de Commerce.

RAPPORT

LES BOURSES.

La Bourse est une institution d'intérêt général : sa création et son organisation doivent être l'œuvre, non des règlements locaux, mais de la loi.

Le projet de loi, que nous avons élaboré, maintient les Bourses de Fonds publics existantes de Bruxelles, Anvers, Gand et Liège. Il délimite leur ressort. Il permet au Roi de créer des Bourses nouvelles. L'initiative privée ne pourra pas établir des institutions similaires.

LA PROFESSION D'AGENT DE CHANGE.

L'ordre des Agents de change fonctionnant près d'une Bourse est investi de la personnalité juridique.

Pour mettre fin à des abus, dont tout le monde, depuis longtemps reconnaît la gravité, pour sauvegarder l'intérêt général, pour assainir et relever la Corporation des agents de change, l'exercice de la profession doit être subordonné à des garanties sérieuses. Les conditions d'indigénat, d'honorabilité, de capacité, inscrites au projet, ne soulèvent guère de controverses.

En ce qui concerne le ressort, l'agent doit être établi dans le ressort de la Bourse. Comme son activité professionnelle toute entière est soumise à l'autorité des pouvoirs disciplinaires institués au projet (commission de la Bourse, cour d'Appel), l'agent ne peut être inscrit qu'à un seul tableau. Une inscription à plusieurs tableaux aurait des conséquences fâcheuses, au point de vue de la discipline et créerait des conflits de juridiction.

Aucune question n'a été plus vivement discutée que celle du cautionnement. Les adversaires du cautionnement font remarquer que l'honnêteté n'est pas le monopole des gens aisés; qu'à moins d'être fort élevé, le cautionnement ne constitue pas une garantie matérielle sérieuse. D'autres répondent: que le jeune homme qui aura fait un stage sérieux et subi l'examen d'admission, n'éprouvera aucune difficulté à se procurer une somme de dix mille francs. Si tel n'est pas le cas, si le candidat ne trouve pas, parmi ceux qui le connaissent, une personne pour lui faire crédit, il ne peut pas prétendre à se faire déclarer digne de la confiance du public.

La pratique prouve, en outre, qu'une somme de dix mille francs suffit à couvrir la majorité des sinistres de bourses : ceux qui atteignent surtout la petite épargne. Le projet donne à la question une solution conciliant, à la fois, les partisans et les adversaires du cautionnement. Le projet impose en effet (Art. 25) la liquidation obligatoire des opérations au comptant et des opérations à terme, par les soins de la Commission de la Bourse. Il est probable et désirable qu'aux fins de faire la liquidation au comptant, il soit créé entre agents de change une société de liquidation analogue à celle fonctionnant actuellement déjà au marché à terme. Tous les agents seront amenés à souscrire des titres de cette société. La souscription pourra être effectuée au cautionnement, exigé par le projet : de cette façon, les inconvénients que d'aucuns trouvent à la constitution du cautionnement disparaissent.

Le candidat-agent de change devra être présenté par deux anciens agents, qui seront pécuniairement responsables pendant trois ans des engagements du nouvel agent, chacun à concurrence de 10,000 francs. Cette garantie, dont nous attendons les meilleurs effets, a été proposée par nos collègues-adjoints, agents de change.

La profession d'agent de change est déclarée incompatible avec l'exercice de toute autre profession. L'émission publique des titres, la gestion du service financier des institutions publiques et des sociétés sont interdites. En vue de garantir l'indépendance de la corporation et d'éviter que la loi ne soit éludée, il est interdit aussi de s'engager au service d'un commerçant ou d'une société commerciale, et de faire avec des tiers étrangers à la corporation, des conventions de partage de modération ou de remise du tarif de courtage. Aucune remise, aucune commission ne peut être accordée à des agents d'affaires ou à des solliciteurs d'affaires. Aucun rabais ne peut être consenti. Des conventions de cette nature sont licites entre les membres de la corporation. Rien n'empêche, non plus, ceux-ci de créer des sociétés commerciales pour l'exercice de leur négoce.

En compensation de cette réglementation, la corporation est investie d'un double privilège :

a) Monopole exclusif des ordres de bourse. Tout ordre de bourse doit être exécuté à la Bourse même et constaté à peine de nullité par un bordereau délivré par un agent de change.

Banquiers et agents de change ne doivent plus empiéter sur le terrain professionnel réservé normalement l'un à l'autre. Le projet de loi consacre une séparation des pouvoirs, cantonnant chacun dans sa sphère d'activité. Les opérations bancaires sont interdites aux agents de change; par contre, les Banques cesseront d'entrer en compétition avec les agents de change pour les ordres de bourse. L'intérêt général l'exige autant que l'intérêt de la corporation des membres de la Bourse. Il est, en effet, d'intérêt général que tout ordre de bourse soit soumis à la loi de l'offre et de la demande, et soit porté en bourse, de façon à ce que la cote officielle de la bourse donne, non plus une esquisse fragmentaire, mais un tableau complet de l'état du marché d'une valeur.

b) Désormais, aucune maison de change ne pourra être ouverte, même

par continuation d'une maison existante, que par des agents de change régulièrement inscrits au tableau d'une Bourse. Les maisons de change sont celles qui tiennent « boutique ouverte » de titres. Le commerce qui s'y fait échappe actuellement à toute réglementation. Ces maisons s'adressent souvent à une clientèle peu éclairée et de condition modeste. Les agissements de certaines de ces firmes ont donné lieu à de vives critiques : des titres ayant perdu toute valeur sont placés par leur intermédiaire : les prix des titres cotés diffèrent sensiblement des cours officiels.

On a vu des agents, rayés de la Bourse, continuer comme changeurs le commerce des fonds publics, peu de jours après leur expulsion.

En accordant le droit d'ouvrir des maisons de change aux seuls agents inscrits, sous réserve toutefois des situations acquises, le projet place le commerce de valeurs fait dans ces maisons, sous le contrôle des pouvoirs disciplinaires efficaces.

L'usurpation du titre d'agent de change, comme l'immixtion dans ses attributions légales, constituent des délits.

La Corporation des agents de change a pour organe la Commission de la Bourse nommée par elle. La Commission exerce sur ses membres le pouvoir disciplinaire sous le contrôle du Procureur Général et de la Cour d'Appel.

LES OPÉRATIONS DE BOURSE.

I. La Cote.

Considérée au point de vue de l'intérêt général, la réglementation de la profession d'agent de change a principalement pour objet d'amener un marché de fonds publics qui soit sain, honnête et dont les cotations soient sincères. Il faut que le public connaisse l'état réel du marché, que les intéressés qui ne peuvent opérer en Bourse que par l'intermédiaire de leurs agents de change, en possession d'un monopole, soient mis en état de contrôler les opérations de leurs mandataires.

Le projet, en vue de se rapprocher autant que possible de ce but dispose :

La Cote est un acte authentique, son altération consciente est réprimée par le Code Pénal. — Toutes les opérations faites y sont mentionnées, ainsi que toutes les offres, la quantité des titres traités aussi bien que les prix.

Aucun titre mentionné à la Cote ne peut être vendu, par intermédiaire, ailleurs qu'en bourse. Les compensations en Banque sont interdites. Le marché comprend donc l'ensemble du mouvement des échanges et la Cote qui révèle ses opérations donne entièrement et complètement l'indication du trafic des titres ainsi que des offres ou demandes non satisfaites.

Toute opération conclue, toute offre donne lieu à un échange de bulletin entre agents. La confection de la Côte, d'après ces bulletins n'est plus qu'une question d'écriture et de calcul simples. Elle est confiée à un greffier aidé d'un personnel d'employés.

Pour garantir le caractère effectif des opérations, il est imposé que toutes se liquident, non plus d'agent à agent, mais par intermédiaire d'un comité de liquidation, cela au comptant comme à terme. Ce comité est réglementé par la Commission de la Bourse.

Ce procédé amène en fait la présentation, par chaque agent, de la feuille de liquidation, lesquelles permettent la recherche et la découverte des titres volés ou perdus, qui sont passés par la Bourse et facilitent le contrôle des droits fiscaux existant sur les opérations de bourse. Un contrôle d'ensemble est, au surplus, déjà fourni par la Cote qui mentionne le nombre de titres *prêtés* et leurs prix.

II. — Le Comité de la Cote.

Lors de la discussion de la loi sur les sociétés de 1913, le Législateur a estimé de voir réprimer par des peines sévères la pratique, dont les Chambres affirmaient l'existence, consistant à donner et à recevoir des rémunérations à l'occasion de l'admission de titres à la Cote. Dans le but d'atteindre le même abus, par une mesure préventive, notre projet établit à côté de la Commission de la Bourse, un comité de la Cote, qui est chargé de l'inscription et de la radiation des titres à la Cote. La composition de ce comité ne vise pas seulement, ni même principalement, à atteindre l'abus de corruption signalé à la Chambre et puni par la loi. Elle a pour but de permettre au monde des affaires de faire valoir son sentiment au sujet des inscriptions à la Cote. Le Comité est nommé à raison des 2/3 par la Commission de la Bourse, à raison de 3/3 par le Collège échevinal et le Ministre des Finances. De façon générale, les conditions d'admission des titres actuellement en vigueur, sont maintenues. Le droit d'enquête du Comité est élargi, notamment, en ce qui concerne les frais de publicité et des commissions allouées ou promises en vue de l'émission. Cette disposition complète celle sur les prospectus insérée dans la loi de 1913.

III. — Greffe de la Bourse.

Chacune des bourses de fonds publics doit avoir un greffe qui fasse office de bureau de documentation et de contrôle des opérations de bourse, en faveur des agents et de leurs clients, dans les limites que le projet indique. Il n'y a actuellement nulle part, un établissement où soient concentrés tous les renseignements concernant les fonds publics, c'est une lacune grave que le projet veut combler. D'autre part, les agents de change ayant le monopole d'exécution des ordres de bourse, il a paru légitime de faciliter au public la vérification de la manière dont ils accomplissent leur mandat. Pour éviter que les agents de change n'abusent des ordres reçus pour réaliser les plus values à leur profit personnel, de nombreux spéculateurs non professionnels paient actuellement une patente qui leur permet de fréquenter la bourse. Le projet rend cet agissement impraticable, il est juste qu'il multiplie les moyens de contrôle et de publicité.

EN RÉSUMÉ.

Dans son ensemble notre projet cherche à améliorer le régime des Bourses de fonds publics, par deux méthodes :

Amélioration du personnel des agents de change ;

Sincérité et publicité plus grandes des opérations et de leur constatation à la cote.

Les opérations à terme n'ont pas été envisagées. L'abus auquel elles donnent lieu, le jeu de Bourse, ayant fait l'objet d'un projet de loi soumis aux Chambres législatives, les rapporteurs ont estimé qu'il n'entraînait pas dans leur mission de reprendre l'examen de cette question. Au surplus, le mécanisme même des opérations à terme, — à part l'usage abusif qui en est fait par les joueurs et qui fait l'objet du projet soumis aux Chambres — ne donne lieu à aucune critique.

Tel qu'il est ici formulé, notre avant-projet de loi sur la réglementation de la profession d'agents de change et des opérations de Bourse a obtenu, après de longues et minutieuses discussions, l'assentiment unanime de la Commission technique et du Conseil de législation.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 8 FEBRUARI 1921.

Wetsontwerp

tot regeling van het beroep van wisselagent en tot herziening van artikel 63 van titel V van het wetboek van koophandel.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Ettelijke jaren reeds geleden heeft de Regeering zich beziggehouden met het vraagstuk der regeling van het beroep van wisselagent.

In 1913 had de toenmalige Minister van Justitie, de heer Carton de Wiart, den Raad voor wetgeving in opdracht gegeven, een voorontwerp van wet betreffende dit zeer belangrijke vraagstuk op te maken. Ter voldoening aan die opdracht heeft de Raad voor wetgeving, die gedurende bijna vijf jaar zijne werkzaamheden heeft moeten staken, een ontwerp opgemaakt voor hetwelk bijgaand verslag als memorie van toelichting geldt.

Artikel 17^{bis} dat den tekst overneemt van artikel 2 der wet van 4 Maart 1919 tot regeling der openbare fondsen- en wisselbeurzen, en waarbij bij deze beurzen een commissaris der Regeering wordt aangesteld, werd door de Regeering, op verzoek van het departement van Financiën, in het door den Raad voor wetgeving opgemaakte ontwerp ingelascht.

De Minister van Financiën,

GEORGES THEUNIS;

De Minister van Justitie,

EM. VANDERVELDE.

BIJLAGE.

*Raad voor wetgeving. — Regeling van het beroep van wisselagent.
Herziening van artikel 63 van Titel V van het Wetboek van Koophandel.*

VERSLAG.

DE BEURZEN.

De beurs is eene instelling van openbaar nut : hare op- en inrichting moeten niet door plaatselijke reglementen maar door de wet geregeld worden.

Het door ons opgemaakte wetsontwerp handhaaft de te Brussel, Antwerpen, Gent en Luik bestaande beurzen voor openbare fondsen. Het bepaalt de grenzen van haar gebied.

Het geeft den Koning het recht nieuwe beurzen op te richten. Dergelijke instellingen kunnen echter niet door het privaat initiatief worden gesticht.

HET BEROEP VAN WISSELAGENT.

De orde van de bij eene beurs werkzaam zijnde wisselagenten geniet rechtspersoonlijkheid.

Om een einde te stellen aan de misbruiken, waarvan iedereen sedert lang het ernstig karakter erkent, om het algemeen belang te beschermen, om de corporatie der wisselagenten op een meer gezonden grondslag in te richten en in aanzien te doen stijgen, is het noodig dat het beroep aan ernstige waarborgen onderworpen zij. Over de door het ontwerp geëischte voorwaarden van inboorlingschap, achtbaarheid, bevoegdheid is iedereen het eens.

Wat het gebied betreft, moet de wisselagent gevestigd zijn binnen het gebied der beurs.

Daar hij, bij het uitoefenen van zijn beroep, geheel onderworpen is aan het gezag van de door dit ontwerp ingestelde tuchtmachten (Commissie der Beurs, Hof van Beroep) kan de agent slechts op ééne lijst ingeschreven zijn. De inschrijving op meerdere lijsten zou voor de tucht nadeelige gevolgen hebben en zou conflicten tusschen verschillende rechtsmachten in het leven roepen.

Geen enkel vraagstuk heeft aanleiding gegeven tot zoovele discussies als dat van den borgtocht. De tegenstanders ervan doen opmerken dat de eerlijkheid niet uitsluitend eene eigenschap is van gegoeden en dat de borgtocht, indien het bedrag ervan niet zeer hoog is, geen degelijken stoffelijke waarborg biedt.

Anderen antwoorden dat de jonge man, die een degelijken proeftijd heeft gedaan en het toegangsexamen heeft afgelegd, zich zonder moeite eene som van tien duizend frank kan verschaffen. Is dit niet het geval, en vindt de kandidaat onder zijne kennissen niemand om hem krediet te verleen, dan kan hij er bezwaarlijk aanspraak op maken waardig te worden verklaard van het vertrouwen van het publiek.

Het is bovendien door de praktijk bewezen dat een bedrag van tien duizend frank voldoende is om de meeste beursbankroeten te dekken, n. l. diegene waarbij de spaarpenningen der kleine lui betrokken zijn. Het ontwerp geeft aan dit vraagstuk eene oplossing die tegelijk de voor- en tegenstanders van den borgtocht bevredigt.

Het ontwerp legt inderdaad (art. 25) de verplichte vereffening op, door de zorg der beurscommissie, van de handelingen à contant en van de handelingen op termijn. Het is waarschijnlijk en ook wenschelijk dat er, met het oog op de vereffening à contant, tusschen de wisselagenten eene maatschappij tot vereffening worde opgericht, zooals die thans reeds voor de markt op termijn bestaat.

Alle agenten zullen op titels van deze maatschappij inschrijven.

Het bedrag der inschrijvingen kan tot den door het ontwerp vereischten borgtocht aangewend worden; op die wijze worden de bezwaren uit den weg geruimd die, volgens sommigen, aan het instellen van een borgtocht zijn verbonden.

De kandidaat-wisselagent moet worden voorgesteld door twee wisselagenten van beroep, die gedurende drie jaar, elk tot een bedrag van tien duizend frank, verantwoordelijk zijn voor de door den nieuwen agent aangegane verbintenissen.

Deze waarborg, waarvan wij den besten uitslag verwachten, werd voorgesteld door de aan onzen raad toegevoegde collega's, die het beroep van wisselagent uitoefenen.

Krachtens het ontwerp is het beroep van wisselagent onvereenigbaar met de uitoefening van eenig ander beroep. De openbare uitgifte van titels, het beheer van den financieelen dienst van openbare instellingen en van maatschappijen zijn den wisselagent verboden. Ten einde de onafhankelijkheid der corporatie te waarborgen en de ontduiking der wet te voorkomen, is het hem ook niet toegelaten zich ten dienste te stellen van een koopman of een maatschappij van koophandel, noch met derden, die aan de corporatie vreemd zijn, overeenkomsten aan te gaan tot verdeeling, en vermindering van het makelaarsloon of tot het verleen van korting of hetzelfde. De wisselagenten mogen geen korting noch commissie verleen aan zaakwaarnemers of aan personen die vragen voor hen zaken te doen. Geenerlei afslag mag worden toegestaan. Dergelijke overeenkomsten zijn geoorloofd tusschen de leden der corporatie. Niets belet trouwens dat deze, met het oog op hun handel, maatschappijen van koophandel oprichten.

Als vergoeding voor de bij dit reglement opgelegde verplichtingen geniet de corporatie een dubbel voorrecht :

a) Uitsluitend monopolie der beursorders. Elk beursorder moet ter beurze

zelf uitgevoerd worden en moet, op straffe van nietigverklaring, uit een door een wisselagent verstrekt borderel blijken.

Bankiers en wisselagenten mogen voortaan niet meer buiten het beroeps-terrein gaan dat aan elk hunner is voorbehouden. In het ontwerp wordt de scheiding der bevoegdheden gehuldigd, waarbij ieder zich bij zijn werkring moet bepalen. De bankoperaties worden den wisselagenten ontzegd; daarentegen mogen de banken aan de wisselagenten geen concurrentie meer aandoen voor het uitvoeren van beursorders.

Dit wordt, zoowel door het algemeen belang, als door dat der beursleden geëischt. Het algemeen belang eischt inderdaad dat elk beursorder aan de wet van vraag en aanbod onderworpen zij en derwijze ter beurze worde gebracht, dat de officiële beursnoteering niet slechts eene fragmentarische schets, maar een volledig beeld geve van den markttoestand eener waarde.

b) Voortaan mag geen wisselkantoor, zelfs niet als voortzetting van een bestaand huis, geopend worden dan door wisselagenten die regelmatig op de lijst eener Beurs zijn ingeschreven.

Wisselkantoren zijn diegene die een « open winkel » houden van titels. De handel die er gedreven wordt ontsnapt tegenwoordig aan elke regeling. Die huizen richten zich vaak tot eene onvoldoend ingelichte en weinig begoede cliënteel.

De handelwijze van sommige firma's hebben aanleiding gegeven tot heftige kritiek: titels die alle waarde hebben verloren worden door hunne tussenkomst geplaatst; de prijs der genoteerde titels verschilt merkkelijk van de officiële koersen.

Het is gebeurd dat wisselagenten die van de lijst der Beurs werden geschrapt, enkele dagen na hunne uitzetting, als wisselaars den handel in openbare fondsen voortzetten.

Doordat het alleen aan de ingeschreven agenten het recht geeft wisselkantoren te openen — onder voorbehoud der verworven rechten — stelt het ontwerp den in die huizen gedreven handel in waarden onder het afdoend toezicht der tuchtmacht.

Het zich onrechtmatig toeëigenen van den titel van wisselagent, evenals het ingrijpen in deszelfs bevoegdheden geldt als wanbedrijf.

De corporatie der wisselagenten heeft als orgaan de door haar benoemde commissie der Beurs.

Die commissie oefent de tuchtmacht uit over hare leden onder controle van den procureur generaal en het Hof van beroep.

BEURSOPERATIES.

I. De Beursnoteering.

Van uit een standpunt van algemeen nut beschouwd, heeft de regeling van het beroep van wisselagent voornamelijk ten doel eene markt van openbare fondsen tot stand te brengen, die normaal en eerlijk zij en waarvan de noteeringen onvervalscht zijn. Het publiek dient den werkelijken stand der markt te kennen, de belanghebbenden, die slechts door tussenkomst

hunner wisselagenten, welke het monopolie bezitten, operaties ter beurze kunnen uitvoeren, dienen in staat gesteld om die operaties hunner gemachligden te controleeren.

Ten einde zooveel mogelijk dit doel te benaderen, bevat het ontwerp de volgende bepalingen :

De Beursnoteering is eene authentieke akte; hare bewuste vervalsching wordt door het Strafwetboek betuigd. Elke gedane operatie wordt erin vermeld, alsmede elk aanbod, het aantal verhandelde titels, evenals de prijzen.

Geen enkel titel, die op de Beursnoteering voorkomt, mag, door tussekoms, nergens dan ter Beurze worden verkocht.

De bankvereffeningen zijn verboden. De markt omvat dus den gezamenlijken gang der handelingen en de Beursnoteering, die de operaties bekend maakt, geeft de algeheele en volledige opgave van de verhandeling der titels alsmede van de aanbiedingen en vragen die zonder gevolg bleven.

De agenten overhandigen elkaar een bulletijn voor elke afgesloten handeling en elk aanbod. Het opmaken der Beursnoteering aan de hand van die bulletijnen is dus nog slechts eene kwestie van eenvoudige boekhouding en berekening.

Dit werk is toevertrouwd aan een griffier, bijgestaan door een personee van bedienden.

Als waarborg voor de wezenlijkheid der operaties, wordt voorgeschreven dat zij allen dienen vereffend, niet meer van agent tot agent, maar door tussekoms van een comiteit voor vereffening, zoowel voor de zaken a contant als voor die op termijn.

Het reglement van dit Comiteit wordt vastgesteld door de commissie van de beurs.

Op die wijze is elk agent feitelijk verplicht het vereffeningbulletijn voor te leggen, dat het opsporen en ontdekken van de ter beurze verhandelde gestolen of verloren titels mogelijk maakt en de controle der op de beursoperaties bestaande belastingsrechten vergemakkelijkt.

Eene wijze van controle over het geheel wordt bovendien reeds aan de hand gedaan door de beursnoteering, die het aantal en de prijzen der geleende titels vermeldt.

II. — Het Comiteit der Beursnoteering.

Bij de bespreking van de wet van 1913 op de maatschappijen heeft de wetgever gemreend door strenge straffen de handelwijze te moeten betuigen, waarop door de Kamers werd gewezen en bestaande in het geven en aanvaarden van vergoedingen naar aanleiding van het opnemen van titels in beursnoteering. Ten einde dit misbruik door een preventieven maatregel te bestrijden, voorziet ons ontwerp de instelling, naast de commissie van de beurs, van een comiteit der beursnoteering, dat belast is de titels op te nemen in de beursnoteering of daarvan te schrappen.

Door het oprichten van dit comiteit wordt niet alleen en in de eerste plaats de bestrijding beoogd van het misbruik der omkoopings, waarop in de Kamer werd gewezen en dat bij de wet wordt gestraft.

Het beoogde doel is : de zakenwereld in de gelegenheid stellen zijne meening te doen kennen aangaande de inschrijvingen ter beursnotering. Het comiteit wordt benoemd voor de 2/3 door de Commissie der Beurs, en voor de 3/5 door het schepencollege en den Minister van Financiën. Over het algemeen blijven de thans voor het aannemen der titels geldende voorwaarden behouden. Het recht van het Comiteit om een onderzoek in te stellen wordt uitgebreid, namelijk voor wat betreft de kosten van bekendmaking en van de met het oog op het uitgeven van titels verleende of toegezegde commissieloonen.

Die beschikking vult de bepaling op de prospectussen aan, ingelascht in de wet van 1913.

III. — GRIFFIE DER BEURS.

Aan elke beurs voor openbare fondsen moet eene griffie verbonden zijn, die, ten behoeve der agenten en hunner klanten en binnen de door het ontwerp aangegeven grenzen, dienst doet als bureel voor inlichting en van toezicht in zake beursoperaties. Er bestaat thans nergens eene inrichting waar alle inlichtingen betreffende de openbare fondsen verzameld worden. Dit is eene groote leemte ; daarin wil het ontwerp voorzien. Daar de wisselagenten het monopolie bezitten van de uitvoering der beursorders, is het, ten anderen, billijk gebleken het publiek beter in de gelegenheid te stellen om na te gaan op welke wijze zij zich van hunne opdracht kwijten. Om te voorkomen dat de wisselagenten misbruik maken van de hun toevertrouwde orders om te hunnen bate hogere winsten te behalen, betalen thans talrijke personen, die geen beroepsspeculateurs zijn, een patent welke hun toegangsrecht tot de beurs geeft. Het ontwerp maakt die handelwijze onmogelijk ; het is dan ook billijk dat het een grooter aantal controle- en publiciteitsmiddelen voorziet.

Samenvatting.

In zijn geheel beoogt ons ontwerp de verbetering van het stelsel der beurzen voor openbare fondsen door twee methoden :

Verbetering van het personeel der wisselagenten ;

Echtheid en ruimere bekendmaking der operaties en van derzelve vaststelling in de Beursnotering.

De operaties op termijn bleven buiten beschouwing. Daar het beurspel het misbruik waartoe zij aanleiding geven, behandeld wordt in een wetsontwerp dat der Wetgevende Kamers is voorgelegd, hebben de verslaggevers gemeend dat het opnieuw onderzoeken van dit vraagstuk geen deel uitmaakte van hunne opdracht. Bovendien geeft de werking zelve van de operaties op termijn — afgezien het misbruik dat de spelers ervan maken en dat behandeld wordt in het ontwerp dat der Kamers is voorgelegd — geen aanleiding tot bezwaar.

Zooals het thans luidt, heeft ons voorontwerp van wet op de regeling van het beroep van wisselagent en de Beursoperaties, na lange en grondige besprekingen, de algemeene goedkeuring verworven van de technische commissie en van den Raad voor wetgeving.

(ANNEXE AU N^o 102).(BIJLAGE VAN N^o 102.)

PROJET DE LOI

relatif à la réglementation de la profession d'agent de change et portant revision de l'article 63 du Titre V du code de commerce.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Finances et de la Justice :

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Nos Ministres des Finances et de la Justice sont chargés de présenter en Notre Nom, aux Chambres Législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

SECTION I :

Des agents de change.

ARTICLE PREMIER.

Il y a dans chacune des Bourses de fonds publics d'Anvers, Bruxelles, Gand et Liège, un tableau des agents de change.

Le tableau d'Anvers comprend les agents de la province d'Anvers.

Celui de Bruxelles comprend les agents des provinces du Brabant et du Hainaut.

WETSONTWERP

tot regeling van het beroep van wisselagent en tot herziening van artikel 63 van titel V van het wetboek van Koophandel.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onze Ministers van Financiën en van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Ministers van Financiën en van Justitie zijn gelast, in Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden, waarvan de inhoud volgt :

AFDEELING EÉN.

Wisselagenten.

ARTIKEL EÉN.

In elke der beurzen voor openbare fondsen te Antwerpen, Brussel, Gent en Luik, bestaat een lijst der wisselagenten.

De lijst van Antwerpen bevat de wisselagenten der provincie Antwerpen.

De lijst van Brussel die der provinciën Brabant en Henegouwen.

Celui de Gand comprend les agents des provinces des deux Flandres.

Celui de Liège comprend les agents des autres provinces.

Des modifications peuvent être apportées par arrêté royal aux ressorts indiqués ci-dessus.

Le Roi peut aussi établir des tableaux d'agents de change dans d'autres communes.

ART. 2.

Pour être inscrit et maintenu au tableau des agents de change il faut :

1° Etre Belge ; si l'agent agit en qualité d'administrateur ou de gérant d'une maison de change organisée en société, il faut, en outre, que la majorité des capitaux sociaux appartiennent à des Belges, que la société ait été constituée sous l'empire des lois belges et qu'elle ait son principal établissement en Belgique.

Toutefois, des dérogations à ces règles peuvent être admises par la Commission de la Bourse, statuant à la majorité des deux tiers des membres en fonction, en faveur, soit d'étrangers, soit de sociétés dans lesquelles les Belges ne possèdent pas la majorité du capital social.

2° Avoir l'exercice de tous les droits civils. Sont exclus les faillis non réhabilités ; ceux qui ont fait cession de leurs biens ou ont laissé des engagements de Bourse en souffrance.

3° Etre âgé de 23 ans accomplis.

De lijst van Gent die der provinciën Oost- en West-Vlaanderen.

De lijst van Luik die der andere provinciën.

Bij koninklijk besluit kunnen aan hoogergeroemde ressorten wijzigingen worden toegebracht.

De Koning kan beslissen dat ook in andere gemeenten lijsten van wisselagenten aangelegd worden.

ART. 2.

Om ingeschreven te worden en vermeld te blijven op de lijst der wisselagenten, moet men :

1° Belg zijn ; indien de agent optreedt als beheerder of zaakvoerder eener als vennootschap ingerichte wisselzaak, is het bovendien noodig dat het grootste deel van het maatschappelijk kapitaal aan Belgen toebehoort, dat de vennootschap opgericht zij onder het beheer der Belgische wetten en dat zij hare voornaamste inrichting in België hebbe.

Afwijkingen van deze regelen kunnen echter door de commissie der Beurs, beslissend bij eene meerderheid van de twee derden der fungerende leden, aangenomen worden ten behoeve van vreemdelingen of van vennootschappen waarvan het grootste deel van het maatschappelijk kapitaal niet aan Belgen toebehoort.

2° In het bezit zijn van alle burgerrechten. Zijn uitgesloten : de niet in eer en rechten herstelde gefailleerden ; degene die afstand hebben gedaan van hunne goederen of verzuimd hebben beursverbintenissen na te komen.

3° Ten volle 23 jaar oud zijn. De-

Toutefois, celui qui continuera la firme d'un agent inscrit pourra être admis à partir de l'âge de 21 ans.

4° Etre établi dans le ressort de la Bourse.

5° Justifier de l'accomplissement régulier d'un stage de trois années dont deux en qualité de délégué, chez un ou plusieurs agents inscrits au tableau depuis trois ans au moins.

6° Avoir subi avec succès un examen professionnel devant un jury composé de deux agents de change désignés par la Commission de la Bourse, de deux membres non agents de change désignés par le Tribunal de Commerce et présidé par un délégué désigné par le Ministre des Finances.

Les matières de l'examen sont fixées par arrêté royal. Sont dispensés de l'examen les porteurs d'un diplôme universitaire ou d'un diplôme d'un établissement d'instruction supérieure, jugé équivalent.

7° Fournir un cautionnement d'une valeur effective de 10,000 fr. en espèces ou en fonds de l'Etat belge ou garantis par l'Etat belge. Ce cautionnement est déposé à la Banque Nationale, à moins que le Ministre des Finances ne fasse usage de la faculté prévue à l'article 27. En cas de concours entre créanciers, le cautionnement est affecté, par préférence, au paiement des engagements professionnels de l'agent antérieurs à la saisie qui serait faite de ce cautionnement. La Banque

gene echter, die de zaak van een ingeschreven agent voortzet, kan vanaf den leeftijd van 21 jaar aangenomen worden.

4° Gevestigd zijn binnen het ressort der Beurs.

5° Doen blijken dat men gedurende drie jaar, waarvan twee als gevolmachtigde, op regelmatige wijze een proeftijd heeft gedaan bij een of meer sedert ten minste drie jaar op de lijst ingeschreven agenten ;

6° Geslaagd zijn in een beroeps-examen vóór een jury bestaande uit twee door de Commissie der Beurs aangeduide wisselagenten, twee door de rechtbank van koop-handel aangeduide leden die niet tot de corporatie der wisselagenten behooren en onder het voorzitterschap van een door den Minister van Financiën aangeduiden afgevaardigde.

De vakken waarover het examen gaat worden bij koninklijk besluit bepaald. De houders van een universiteitsdiploma of van een diploma van eene hogere onderwijsinrichting dat daarmede gelijk geacht wordt, zijn van dit examen vrijgesteld.

7° Een borgtocht storten ter werkelijke waarde van 10,000 frank in geld, in Belgische Staatsfondsen of fondsen door den Belgischen Staat gewaarborgd. Die borgtocht wordt ter Nationale Bank gedeponeerd, tenzij de Minister van Financiën gebruik make van het bij artikel 27 voorziene recht. In geval er verscheidene schuldeischers optreden, wordt de borgtocht bij voorkeur aangewend tot betaling der beroepsverbintenissen die de agent heeft aangegaan vóór het oogenblik

dépositaire avise, dans les vingt-quatre heures, la Commission de la Bourse de toute opposition ou saisie-arrêt qui serait pratiquée sur le cautionnement. Le cautionnement ne peut être restitué au titulaire que six mois après que celui-ci a cessé l'exercice de sa profession. Cette cessation est annoncée par avis affiché dans la salle publique du Greffe de la Bourse et inséré dans le *Moniteur belge* à la diligence de la Commission de la Bourse. L'agent de change, à charge de qui l'opposition ou la saisie-arrêt a été pratiquée, est tenu d'en rapporter la main-levée dans les trois mois; ce délai peut être prorogé par la Commission de la Bourse.

8° Etre présenté par deux parrains, agents de change inscrits au tableau depuis cinq ans au moins, responsables chacun à concurrence de 10,000 francs des engagements commerciaux du candidat, à partir du jour de l'admission et pour une durée de trois ans.

Nul ne peut être parrain de plus de deux agents de change à la fois.

ART. 3.

Tout agent inscrit à un tableau des agents de change doit, s'il change de ressort, solliciter son inscription au tableau de son nouveau domicile. Cette inscription ne peut lui être refusée, s'il se trouve dans les conditions requises pour être maintenu sur le tableau du ressort qu'il quitte.

waarop die borgtocht in beslag zou genomen worden. De bank die den borgtocht in bewaring heeft stelt binnen de 24 uren de Commissie der Beurs in kennis met elk verzet of beslag onder derden op den borgtocht. De borgtocht kan aan dengene die hem gestort heeft slechts teruggegeven worden zes maanden nadat hij de uitoefening van zijn beroep heeft gestaakt. Dit laatste wordt bekendgemaakt bij een in de openbare zaal van de griffie der Beurs aangeplakt bericht, dat in het *Staatsblad* wordt opgenomen op aanzoek van de Commissie der Beurs. De wisselagent te wiens laste verzet of beslag onder derden plaats had, dient daarvan binnen drie maanden opheffing in te leveren; de Commissie der Beurs kan dien termijn verlengen;

8° Voorgesteld worden door twee peters die sedert ten minste vijf jaar als wisselagent op de lijst ingeschreven zijn en die, ieder tot een bedrag van tien duizend frank, voor de door den kandidaat aangegane handelsverbintenissen verantwoordelijk zijn te rekenen van den dag dat hij wordt aangenomen en voor een termijn van drie jaar.

Niemand kan tegelijk van meer dan twee wisselagenten peter zijn.

ART. 3.

Ieder op een lijst van wisselagenten ingeschreven agent moet, indien hij van ressort verandert, zijne inschrijving op de lijst van zijn nieuw domicile aanvragen. Die inschrijving kan hem niet geweigerd worden, indien hij zich in de vereischte voorwaarden bevindt om ingeschreven te blijven op de lijst van het ressort dat hij verlaat.

ART. 4.

Ne sont admis à exécuter les ordres de Bourse que ceux qui sont inscrits au tableau des agents de change.

ART. 5.

Nul ne peut dorénavant établir une maison de change, sous quelque dénomination que ce soit, même pour continuer une maison existante, ni assumer la gérance ou la direction de semblable maison, s'il n'est agent de change.

ART. 6.

Les agents de change sont tenus d'avoir un livre revêtu des formes prescrites par le titre III (article 18) du Code de Commerce.

Ils doivent consigner dans ce livre, jour par jour, et par ordre de dates, sans ratures, entrelignes ni transposition et sans abréviations ni chiffres, les conditions de toutes opérations faites par leur intermédiaire.

ART. 7.

Les agents de change sont aussi tenus de consigner leurs opérations sur des carnets, immédiatement après les avoir conclues.

Ils sont obligés, en outre, de représenter leurs livres et carnets aux juges ou arbitres.

ART. 8.

Ils sont responsables de la livraison et du paiement de ce qu'ils auront vendu ou acheté.

ART. 4.

Mogen alleen beursorders uitvoeren degenen die ingeschreven zijn op de lijst der wisselagenten.

ART. 5.

Voortaan mag niemand, indien hij geen wisselagent is, een wisselkantoor openen, onder welke benaming ook, zelfs niet om een bestaande zaak voort te zetten, noch het beheer of bestuur eener dergelijke zaak waarnemen.

ART. 6.

De wisselagenten moeten een boek houden in de door Titel III (artikel 18) van het wetboek van koophandel voorgeschrevene vormen.

In dit boek moeten zij dag voor dag, in de volgorde der dagteekening, zonder doorhalingen, tusschenregels noch overbrengingen en zonder afkortingen noch cijfers, de voorwaarden vermelden van alle door hunne tusschenkomst gedane operaties.

ART. 7.

De wisselagenten zijn ook gehouden onmiddellijk na het sluiten van elke handeling, dezelve in een zakboekje op te teekenen.

Zij zijn bovendien verplicht hunne boeken en zakboekjes den rechters of scheidslieden voor te leggen.

ART. 8.

Zij zijn verantwoordelijk voor de levering en de betaling van wat zij verkocht of gekocht hebben.

Cette responsabilité cesse lorsqu'ils ont fait connaître, en contractant, le nom de l'acheteur ou du vendeur à la personne avec laquelle ils contractent et que celle-ci a accepté le marché.

ART. 9.

Les agents de change sont civilement responsables de la vérité de la dernière signature des lettres de change ou autres effets qu'ils négocient.

ART. 10.

Il est interdit aux agents de change d'exercer une autre profession ou d'être au service d'un commerçant.

Il leur est également interdit de procéder à une émission publique de titres ou de se charger du service financier d'un État, d'une province, d'une commune, d'une institution publique quelconque ou d'une société.

Il leur est interdit, en outre, de faire avec des personnes non inscrites à un tableau d'agents de change, des conventions de partage, de remise ou de modération du tarif de courtage.

ART. 11.

L'ordre des agents de change jouit de la personnalité civile. Il peut ester en justice, soit en demandant, soit en défendant, pour la défense des droits individuels que ses membres tiennent de leur qualité d'agent de change, sans préjudice au droit des agents de change d'agir

Die verantwoordelijkheid neemt een einde wanneer zij bij het afsluiten der handeling, den naam van den koper of den verkooper hebben bekendgemaakt aan den persoon met denwelke zij de handeling afsluiten en wanneer deze den koop heeft aanvaard.

ART. 9.

De wisselagenten zijn burgerlijk verantwoordelijk voor de echtheid der laatste handteekening van de wisselbrieven of andere effecten die zij verhandelen.

ART. 10.

Het is den wisselagenten verboden een ander beroep uit te oefenen of in dienst te zijn van een koopman.

Het is hun insgelijks verboden over te gaan tot openbare uitgifte van titels of zich te belasten met den financiëelen dienst van een Staat, eene provincie, eene gemeente, welke openbare instelling of welke vennootschap ook.

Het is hun bovendien verboden met personen, die niet op een lijst van wisselagenten ingeschreven zijn, overeenkomsten te treffen tot verdeling, kwijtschelding of vermindering van het makelaarsloon.

ART. 11.

De orde der wisselagenten geniet rechtspersoonlijkheid. Zij kan, als eischer of verweerder, in rechte optreden ter verdediging van de individueele rechten welke hare leden als wisselagent bezitten, onverminderd het recht der wisselagenten om rechtstreeks op te

directement, de se joindre à l'action ou d'intervenir dans l'instance. Il est représenté en justice par la Commission de la Bourse agissant par son président.

L'ordre des agents de change ne peut posséder, en propriété ou autrement, d'autres immeubles que ceux qui sont nécessaires à l'établissement des locaux de réunion, du greffe, des bureaux, écoles professionnelles, bibliothèques. Il peut être autorisé, par arrêté royal, à posséder des immeubles ayant une de ces destinations, mais dont il lui serait impossible de faire immédiatement usage à cette fin.

Les donations entre vifs ou par testament au profit de l'ordre des agents de change, n'ont leur effet qu'autant qu'elles sont autorisées conformément à l'article 76 de la loi communale.

ART. 12.

Chaque année, le premier jour de Bourse de décembre, les agents de change inscrits au tableau procèdent à l'élection de la Commission de la Bourse. Elle se fait à la majorité absolue au premier tour, et à la majorité relative au second.

La Commission est composée de cinq membres au moins; elle augmente de deux membres pour cent agents au-dessus des cinquante premiers, sans que le nombre des membres puisse dépasser quinze.

treden, zich bij de vordering aan te sluiten of zich in het rechtsgeding te mengen.

De orde wordt in rechte vertegenwoordigd door de commissie der Beurs wier voorzitter voor haar optreedt.

De orde der wisselagenten mag, noch in eigendom, noch anderszins, andere onroerende goederen bezitten dan degene die zij noodig heeft voor het inrichten van vergaderingslokalen, griffie, bureelen, beroepsscholen, bibliotheken. Bij koninklijk besluit kan aan de orde machtiging worden verleend tot het bezitten van onroerende goederen die voor een zulkdanig doel zijn bestemd, maar niet onmiddellijk als dusdanig kunnen worden gebruikt.

Schenkingen onder de levenden of bij testamentsbeschikking ten bate van de orde der wisselagenten blijven zonder gevolg indien niet daartoe machtiging wordt verleend overeenkomstig artikel 76 der gemeentewet.

ART. 12.

Ieder jaar op den eersten beursdag van December kiezen de op de lijst ingeschreven wisselagenten de commissie der Beurs.

Die verkiezing geschiedt bij volstreckte meerderheid van stemmen bij de eerste stemming en bij betrekkelijke meerderheid bij de herstemming.

De commissie bestaat uit ten minste vijf leden; voor elk honderdtal wisselagenten boven de eerste 50 worden haar twee leden toegevoegd, zonder dat het aantal leden meer dan 15 kan bedragen.

Sont éligibles les agents inscrits au tableau depuis dix ans au moins.

La Commission est renouvelée partiellement chaque année de telle façon qu'au bout de la première année, au moins le tiers des mandats de commissaire soit arrivé à expiration; deux tiers au bout de la seconde; et la totalité au bout de la troisième. Les membres sortants ne sont rééligibles qu'après un intervalle d'une année.

Si les fonctions d'un membre de la Commission viennent à cesser avant le terme fixé pour l'expiration normale de son mandat, son successeur sera élu pour le temps que ce mandat avait à courir.

Si les deux premières années après l'institution des Bourses organisées par la présente loi, les membres de la Commission ne se mettent pas d'accord sur l'ordre en lequel expireront leurs mandats, cet ordre sera réglé par le sort. Il en est de même en cas d'augmentation du nombre des membres de la Commission de la Bourse.

Chaque année, la Commission élit dans son sein le président, le ou les vice-présidents, le ou les secrétaires, le trésorier.

La validité des élections à la Commission de la Bourse peut être attaquée devant la Cour d'appel du ressort; ce recours s'exerce dans les formes et délais indiqués à l'article 3 de la loi du 30 juillet 1881.

Kunnen gekozen worden de agenten die sedert ten minste tien jaar op de lijst zijn ingeschreven.

Jaarlijks wordt de commissie gedeeltelijk vernieuwd, derwijze dat ten minste een derde der mandaten van commissaris na het eerste jaar een einde nemen, twee derden na het tweede jaar en alle mandaten na het derde jaar. De uittredende leden zijn slechts herkiesbaar na verloop van één jaar.

Neemt de functie van een lid der commissie een einde vooraleer de termijn vastgesteld voor het normaal vervallen van zijn mandaat, verlopen is, dan wordt zijn opvolger verkozen voor den duur gedurende denwelke dit mandaat nog moest vervuld worden.

Indien, in de eerste twee jaren na het oprichten van de bij deze wet geregelde beurzen, de leden der commissie het niet eens worden omtrent de volgorde in dewelke hunne mandaten zullen vervallen, dan wordt die volgorde door het lot bepaald. Hetzelfde geldt in geval van vermeerdering van het aantal leden der beurscommissie.

Ieder jaar kiest de commissie onder hare leden den voorzitter, den of de ondervoorzitters, den of de secretarissen en den schatbewaarder.

De geldigheid der verkiezingen voor de commissie der Beurs kan bestreden worden vóór het Hof van beroep van het ressort: dit beroep geschiedt op de wijze en binnen den tijd aangeduid in artikel 3 der wet van 30 Juli 1881.

ART. 13.

Les attributions de la Commission de la Bourse sont de :

1^o Représenter tous les membres de l'ordre sous le rapport de leurs droits et de leurs intérêts professionnels;

2^o Dresser annuellement le tableau de l'Ordre et la liste des stagiaires ;

3^o Veiller à l'accomplissement des devoirs et obligations des agents les uns à l'égard des autres et à l'égard des tiers ;

4^o Juger les différends survenus entre agents, ou entre agents et des tiers, si ceux-ci le demandent.

La Commission a les pouvoirs d'un amiable compositeur; cependant si l'une des parties le requiert, elle juge en qualité d'arbitre, mais en tous cas, avec dispense de toutes formalités de procédure.

Les agents doivent soumettre à la Commission de la Bourse, les différends professionnels survenus entre eux.

5^o Donner des renseignements à la Justice dans toutes les contestations financières sur lesquelles elle est consultée.

ART. 14.

La Commission de la Bourse, soit d'office, soit sur la plainte des intéressés, soit sur l'ordre du Procureur général, exerce la discipline sur les actes professionnels des agents et des stagiaires.

Elle peut infliger les peines suivantes :

L'avertissement ;

ART. 13.

De Commissie der Beurs is bevoegd om :

1^o Alle leden der Orde te vertegenwoordigen wat hunne rechten en beroepsbelangen aangaat;

2^o Jaarlijks de lijst op te maken van de leden der Orde en van de stagiairen ;

3^o Te zorgen dat de agenten hunne plichten en hunne verplichtingen tegenover elkaar en tegenover derden nakomen ;

4^o Uitspraak te doen over de geschillen ontstaan tusschen agenten of tusschen agenten en derden, indien deze zulks vragen.

De commissie heeft de bevoegdheid van een twistvereffenaar in der minne ; op verzoek van een der partijen doet zij echter uitspraak als scheidsman, maar is in ieder geval, vrijgesteld van alle formaliteiten van rechtspleging.

De agenten moeten alle tusschen hen ontstane beroepsgeschillen voor de commissie der Beurs brengen.

5^o Aan het gerecht inlichtingen te verstrekken in alle financiële betwistingen waarover zij wordt geraadpleegd.

ART. 14.

Ambtshalve, of op aanklacht van belanghebbenden of op bevel van den Procureur generaal, heeft de beurscommissie tuchtmacht over de agenten en de stagiairen voor alle handelingen in verband met hun beroep.

Zij kan de volgende straffen opleggen :

De vermaning ;

La réprimande ;

La suspension de un jour à six mois ;

La radiation du tableau.

Aucune pénalité ne peut être prononcée contre un agent de change sans que l'inculpé ait été entendu ou que, tout au moins, par deux lettres recommandées à la poste à trois jours d'intervalle, il ait été appelé à s'expliquer.

Lorsqu'elle prononce la suspension ou la radiation, la Commission de la Bourse peut, par décision exécutoire nonobstant appel, interdire l'accès du local de la Bourse à l'agent ou stagiaire exclu ou suspendu.

ART. 15.

Toute décision rendue en matière disciplinaire est communiquée, ensemble avec les pièces du dossier, au Procureur général, dans les quarante-huit heures, par les soins du greffier de la Bourse.

Le Procureur général peut interjeter appel de toute décision dans le délai de quinze jours.

La Cour d'appel statue dans le mois.

Le greffier de la Bourse notifie à l'intéressé, par lettre recommandée, les décisions portant refus d'admission, suspension ou radiation.

Dans les huit jours de l'envoi de cette lettre, l'intéressé peut interjeter appel devant la Cour d'appel du ressort.

Cet appel est formé par l'envoi d'une lettre recommandée au greffier de la Bourse.

De berisping ;

De schorsing van een dag tot zes maanden ;

De rooieering van de lijst.

Geen straf kan ten laste van een wisselagent worden uitgesproken zonder dat de verdachte werd gehoord, of ten minste zonder dat hij door twee bij de post met een tussenruimte van 3 dagen aangeteekende brieven ter verantwoording werd opgeroepen.

Wanneer de Beurscommissie schorsing of rooieering uitspreekt, kan zij, bij eene nietegenstaande hooger beroep uitvoerbare beslissing de toegang tot het beurslokaal aan den uitgeslotene of geschorsten agent of stagiaire ontfeggen.

ART. 15.

Elke beslissing in tuchtzaken wordt, tegelijk met de stukken van den bundel, door den griffier des Beurs, binnen de acht en veertig uur, aan den Procureur generaal overgemaakt.

De Procureur generaal kan binnen de vijftien dagen in hooger beroep komen van elke beslissing.

Het Hof van beroep doet binnen de maand uitspraak.

De griffier der Beurs beteekent den belanghebbende bij aangeteekenden brief de beslissingen tot weigering van aanneming, schorsing of rooieering.

De belanghebbende kan binnen de acht dagen na het verzenden van dit schrijven in hooger beroep komen vóór het Hof van Beroep van het ressort.

Dit hooger beroep geschiedt bij aangeteekend schrijven aan den griffier der Beurs.

ART. 16.

Sera puni d'une amende de 200 à 5,000 francs, celui qui aura usurpé le titre d'agent de change ou l'exercice de sa profession.

En cas de récidive, l'amende pourra être doublée.

L'agent qui se sera rendu coupable de complicité dans l'exercice illicite de sa profession, sera puni des mêmes peines; en outre, il sera puni d'une suspension de six mois, et, en cas de récidive, il sera rayé du tableau.

ART. 17.

La commune dans laquelle il existe une Bourse de fonds publics est tenue de lui procurer un local affecté à ses transactions. Elle a la police des réunions qui s'y tiennent.

La commune peut récupérer par des taxes à charge des personnes qui fréquentent la Bourse, les frais résultant pour elle de l'aménagement, de l'entretien et de la police du local affecté à la Bourse.

Le paiement de la taxe sera, pour chaque agent de change, une condition d'admission et de maintien au tableau.

ART. 18.

Il y a dans chaque Bourse de Fonds publics un commissaire du Gouvernement nommé par le Ministre des Finances. Le Commissaire du Gouvernement veille à l'application des lois et règlements. Il peut

ART. 16.

Wordt gestraft met eene geldboete van 200 tot 5,000 frank, hij die zich den titel of de uitoefening van het beroep van wisselagent aanmatigt.

Bij herhaling, kan de boete worden verdubbeld.

Wordt met dezelfde straffen gestraft, de agent die zich schuldig maakt aan medeplichtigheid bij onrechtmatige uitoefening van zijn beroep; bovendien wordt hij gestraft met eene schorsing gedurende zes maanden, en bij herhaling van de lijst geschrapt.

ART. 17.

De gemeente, waar eene Beurs van openbare fondsen bestaat, dient voor de verhandelingen een lokaal ter haren beschikking te stellen. Zij heeft de politie der aldaar te houden vergaderingen.

Door het treffen van rechten ten laste van de bezoekers der Beurs kan de gemeente zich de kosten doen terugbetalen die de inrichting, het onderhoud en de politie van het als Beurs gebruikte lokaal medebrengen.

Om op de lijst aangenomen te worden en ingeschreven te blijven dient elke wisselagent die belasting te voldoen.

ART. 18.

Aan elke Beurs voor openbare fondsen is een Regeeringscommissaris verbonden, die door den Minister van Financiën wordt benoemd.

De regeeringscommissaris zorgt

assister aux délibérations de la commission de la Bourse. Il signale à celle-ci les abus dont il a constaté l'existence.

SECTION II.

Des opérations de Bourse.

CHAPITRE PREMIER.

DE LA COTE.

ART. 19.

La cote d'une Bourse est l'acte authentique qui a pour objet de constater, en quelle quantité et à quels prix chacun des titres inscrits a été vendu.

Elle mentionne, en plus, les offres et les demandes faites, conformément à l'article 20.

ART. 20.

La cote est dressée par les soins du greffier de la Bourse. La minute est signée par le greffier de la Bourse et par un délégué de la Commission de la Bourse agissant comme officiers publics; elle est conservée dans les archives du greffe.

ART. 21.

Les prix sont constatés respectivement par les bulletins de vente, d'offre ou de demande déposés à la table des délégués du greffier en vue d'être reçus à la cote.

Toute vente doit être suivie immédiatement du dépôt d'un bulletin

pour de l'application van wetten en reglementen.

Hij mag tegenwoordig zijn bij de beraadslagingen der Beurscommissie. Hij vestigt de aandacht der commissie op de door hem vastgestelde misbruiken.

AFDEELING II.

Beursverrichtingen.

HOOFDSTUK I.

DE BEURSNOTEERING.

ART. 19.

De Beursnoteering is de authentieke akte, die ten doel heeft vast te stellen in welke hoeveelheid en tegen welken prijs elk der ingeschreven titels werd verkocht.

Zij vermeldt bovendien elk aanbod en elke vraag die werden gedaan overeenkomstig artikel 20.

ART. 20.

De Beursnoteering wordt opge maakt door den griffier der Beurs.

De minuut wordt ondertekend door den griffier der Beurs en door een afgevaardigde van de Beurs-Commissie, die optreden als openbare ambtenaars; zij wordt in het archief der griffie bewaard.

ART. 21.

De prijzen worden onderscheidenlijk vastgesteld door de bulletijnen van verkoop, vraag of aanbod, welke, met het oog op noteering, ter tafel der afgevaardigden van den griffier worden neergelegd.

Na elken verkoop dient door elke contracteerende partij een bulletin

par chacune des parties contractantes. Le bulletin porte la date de l'opération, la dénomination et le nombre des titres vendus, le prix, la signature du déposant et le nom de son co-contractant.

ART. 22.

Pour qu'une offre d'achat ou de vente soit mentionnée à la cote, il faut un bulletin signé et daté qui énonce la dénomination, le nombre et le prix des titres qui sont demandés ou offerts. Le bulletin est déposé immédiatement après l'heure de clôture des opérations. Les titres offerts doivent être déposés au greffe ou dans tout autre lieu qui sera désigné par la Commission de la Bourse. L'offre lie le signataire à l'égard de tout acceptant jusqu'à l'ouverture de la Bourse du lendemain.

L'acceptation se fait par télégramme ou par lettre recommandée adressée au greffier de la Bourse.

Eventuellement, il y a lieu à répartition entre les acceptants par les soins d'un délégué de la Commission de la Bourse.

Une offre d'achat ou de vente ne peut être enregistrée que le jour où aucun cours fait n'a été inscrit à la cote dans la valeur visée.

ART. 23.

Dès que la cote est terminée, une copie complète de la minute est affi-

te worden neergelegd. Dit bulletin vermeldt den datum der verrichting, de benaming en het aantal der verkochte titels, den prijs, de handteekening van dengene die het indient alsmede den naam van zijn contractant.

ART. 22.

Opdat een aanbod van koop of verkoop in de Beursnoteering vermeld worde, moet een ondertekend en gedagteekend bulletin ingediend worden, dat de benaming, het aantal en den prijs der gevraagde of aangeboden titels bevat. Dit moet onmiddellijk na het sluitingsuur der verrichtingen ingeleverd worden. De aangeboden titels moeten ter griffie worden gedeponereerd of elke andere door de Beurscommissie aan te duiden plaats.

Tot op het openingsuur der Beurs den volgenden dag is de ondertekenaar door zijn aanbod gebonden tegenover elkeen die het aanvaardt.

De aanvaarding geschiedt bij telegram of bij aangeteekend schrijven aan den griffier der Beurs.

Desnoods dient een afgevaardigde der Beurscommissie over te gaan tot verdeling onder de personen die het aanbod aanvaarden.

Een aanbod van koop of verkoop kan slechts worden ingeschreven den dag dat geen enkele gedane koers in bedoelde waarde in de Beursnoteering voorkomt.

ART. 23.

Zoodra de Beursnoteering is opgemaakt, wordt een volledig afschrift

chée dans une salle du greffe, accessible au public.

Le greffe met en vente, au numéro et par abonnement, une copie officielle de la cote. Cette copie reproduit, pour chaque titre, telles indications de la minute de la cote que le Comité de la Cote a déterminées par un règlement général approuvé par arrêté ministériel.

ART. 24.

Nul ne peut reproduire par un moyen mécanique et publier une cote qui supprime ou altère, pour les titres mentionnés, les indications de la copie officielle, la publication de la cote d'une catégorie de titres ne peut se faire que sous la rubrique complète que lui attribue la copie officielle, sans ajouter ni omettre des valeurs.

Toute infraction au présent article est punie d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de vingt-six francs à cinq mille francs ou de l'une de ces peines seulement.

ART. 25.

Les rubriques de la cote sont déterminées par le Comité de la Cote et les titres inscrits y sont classés par lui.

der minuut in eene voor het publiek toegankelijke zaal der griffie aangeplakt.

De griffie verkoopt, per nummer, en per abonnement, een officieel afschrift der Beursnoteering.

Dit afschrift bevat voor elken titel de aanduidingen van de minuut der Beursnoteering, welke het comiteit der Beursnoteering bij een bij ministerieel besluit goedgekeurd algemeen reglement heeft bepaald.

ART. 24.

Niemand mag door een mechanisch middel een afschrift maken, noch overgaan tot het uitgeven eener Beursnoteering waarin, wat de vermelde titels betreft, de opgaven van het officiële afschrift weggelaten of vervalscht worden.

Bekendmaking van de Beursnoteering eener categorie van titels mag slechts geschieden onder de volledige rubriek die daaraan door het officieel afschrift wordt toegekend, zonder toevoeging of weglating van waarden.

Elke rubriek op dit artikel wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar en met eene geldboete van zes-en-twintig frank tot duizend frank of slechts met één dezer straffen.

ART. 25.

De rubrieken der Beursnoteering worden bepaald door het comiteit der Beursnoteering, dat ook de volgorde der ingeschreven titels bepaalt.

ART. 26.

Sauf convention contraire, tout ordre d'achat ou de vente de titres cotés dans une bourse, ne peut être exécuté qu'en Bourse et l'exécution doit en être constatée à la cote.

La compensation hors Bourse est interdite.

L'exécution de tout ordre de Bourse doit être justifiée par un bordereau d'agent de change.

Si l'agent de change s'est porté contre-partie, mention en est faite sur le bordereau.

L'opération, dont l'exécution en Bourse ne peut être justifiée par un moyen de preuve civil ou commercial, est annulable au gré du donneur d'ordre pendant un mois à partir de la date du bordereau d'exécution.

Si l'agent de change s'est porté contre-partie sans l'assentiment préalable du donneur d'ordre et que le bordereau porte la mention de la contre-partie, l'opération est annulable au gré du donneur d'ordre pendant dix jours à partir de la date du bordereau d'exécution.

ART. 27.

Toutes les opérations en Bourse, qu'elles soient à terme ou au comptant, se liquident par l'intermédiaire d'un comité de liquidation établi par les soins de la Commission de la Bourse et réglementé par elle.

ART. 26.

Behalve wanneer eene andere overeenkomst bestaat, kan elk koop- of verkooporder van op de notering eener Beurs voorkomende titels, slechts ter Beurze uitgevoerd worden, en de uitvoering ervan moet in de Beursnotering vastgesteld zijn.

Compensatie buiten de Beurs is verboden.

De uitvoering van elk beursorder moet blijken uit een wisselagentsborderel.

Is de wisselagent als tegenpartij opgetreden, dan moet daarvan op het borderel melding worden gemaakt.

De verrichting waarvan de uitvoering ter Beurze niet door een burgerlijk of commercieel bewijsmiddel kan bewezen worden, kan naar goedvinden van den ordergever, gedurende een maand te rekenen van den datum van het uitvoeringsborderel nietig verklaard worden.

Is de wisselagent opgetreden als tegenpartij zonder voorafgaande toestemming van den ordergever, en maakt het borderel melding van de tegenpartij dan kan de verrichting, naar goedvinden van den ordergever, gedurende tien dagen te rekenen van den datum van het uitvoeringsborderel, nietig verklaard worden.

ART. 27.

Alle beursverrichtingen zoowel op termijn als a contant worden vereffend door tusschenkomst van een vereffeningscomiteit, ingesteld door de Beurscommissie en door haar geregeld.

Les feuilles de liquidation sont gardées au greffe pendant quarante jours au moins.

ART. 28.

La Commission de la Bourse, statuant à la majorité des deux tiers des membres, confie les fonctions de comité de liquidation à une banque ou à tel autre organisme spécialement établi en vue d'offrir sécurité aux dépôts de titres. Le Ministre des Finances peut décider que le cautionnement des agents de change est placé et utilisé dans cet établissement.

ART. 29.

Par les soins de la Commission de la Bourse, il est organisé en toute Bourse, au moins une fois par mois, une vente publique de titres non cotés. La liste des titres offerts à la vente publique doit être publiée dix jours avant la vente. Quand il s'agit de titres de sociétés belges, la liste indique la date de la publication des statuts au *Moniteur* et celle de la publication du dernier bilan.

ART. 30.

Le bordereau de vente ou d'achat fait par un commerçant ou une société commerciale de titres qui ne sont pas cotés à l'une des Bourses du pays doit mentionner ce fait en toutes lettres. Si le vendeur ne prouve pas avoir fait connaître à l'acheteur que le titre vendu n'est

De vereffeningbiljetten worden gedurende ten minste veertig dagen ter griffie bewaard.

ART. 28.

De Beurscommissie, beslissend bij meerderheid van de twee derden der leden, vertrouwt de functie van vereffeningscomiteit aan eene bank toe, of aan welke instelling ook, die bijzonder werd opgericht om, met het oog op de bewaring der titels, allen waarborg te bieden. De Minister van Financiën kan beslissen dat de door de wisselagenten gestorte borgtocht in die inrichting geplaatst en gebruikt worde.

ART. 29.

Door de Beurscommissie wordt, ten minste ééns om de maand, in elke Beurs een openbare verkoop van niet genoteerde titels ingericht. Tien dagen vóór den verkoopdag moet de lijst van de ten openbaren verkoop aangeboden titels bekendgemaakt worden.

Gaat het om titels van Belgische maatschappijen, dan vermeldt de lijst den datum waarop de statuten in het *Staatsblad* werden bekendgemaakt, alsmede dien waarop de laatste balans bekendgemaakt werd.

ART. 30.

Het door een koopman of eene handelsmaatschappij opgemaakte borderel van koop of verkoop van titels, die niet op een der Beurzen in het land genoteerd zijn, moet dit feit in volle letters vermelden. Indien de verkooper niet bewijst aan den kooper te hebben medegedeeld dat

pas officiellement coté, la vente est annulable au gré de l'acheteur pendant six mois à dater de sa réalisation à moins que la vente de titres ne soit un fait étranger à la profession du vendeur.

CHAPITRE II.

DE L'INSCRIPTION A LA COTE.

ART. 31.

Il est institué auprès de chaque Bourse un comité qui décide de l'inscription des titres à la Cote et de leur radiation.

Ce comité s'intitule Comité de la Cote.

Il est composé de dix membres. Quatre sont désignés par la Commission de la Bourse, trois par le collège des bourgmestre et échevins de la commune où siège la Bourse, les trois autres sont nommés par le Ministre des Finances. Ces chiffres sont réduits respectivement à 7, 3, 2, 2, pour les Bourses de Gand et de Liège.

Le Roi détermine le nombre de membres dans l'acte de création d'une Bourse nouvelle.

Tous les quatre ans le Comité est renouvelé.

Les membres sortants peuvent être investis d'un nouveau mandat.

ART. 32.

La désignation à faire par la Commission de la Bourse et le collège échevinal ont lieu sur l'invitation du

de verkochte titel niet officieel genoteerd is, kan de verkoop, na goedvinden van den kooper, gedurende zes maanden te rekenen van den datum waarop hij werd gesloten, nietig verklaard worden, tenzij de verkoop van titels geen verband houdt met het beroep van den verkooper.

HOOFDSTUK II.

INSCHRIJVING OP DE BEURSNOTEERING.

ART. 31.

Bij elke Beurs is een comiteit aangesteld dat beslist welke titels op de noteering zullen worden ingeschreven of daarvan geschrapt.

Dit comiteit is getiteld comiteit der Beursnoteering.

Het bestaat uit tien leden. Vier ervan worden aangeduid door de Beurscommissie; drie door het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente waar de Beurs is gevestigd; de drie anderen worden door den Minister van Financiën benoemd. Die getallen worden onderscheidenlijk bepaald op 7, 3, 2, 2 voor de beurzen te Gent en te Luik.

De Koning bepaalt het aantal leden in de stichtingsakte eener nieuwe beurs.

Om de vier jaar wordt het comiteit hernieuwd.

Den uittredenden leden kan een nieuw mandaat worden toevertrouwd.

ART. 32.

De benoemingen, waarin door de Beurscommissie en het schepencollege moet worden voorzien, ge-

Ministre des Finances et dans le mois de cette invitation, elles lui sont notifiées dans la huitaine de leur réalisation. A défaut de pareille notification, et en cas de liste incomplète, le Ministre des Finances procède aux nominations défailtantes.

ART. 33.

Des émoluments à charge de l'Etat sont attribués aux membres des Comités de la Cote.

ART. 34.

Toute demande d'inscription donne lieu au profit de l'Etat, au paiement d'une taxe indépendante de la suite qui est donnée à la demande.

La taxe d'admission est proportionnelle au capital des titres dont l'inscription est demandée. Le régime des taxes est déterminé par arrêté royal.

ART. 35.

Sont de droit admis à la cote, les titres des emprunts faits par l'Etat, autorisés et garantis par lui. Il en est de même des emprunts des provinces et des communes pour autant qu'il s'agisse d'emprunts d'importance suffisante pour justifier l'inscription et que celle-ci soit demandée par la province ou la commune qui fait l'emprunt.

schieden op verzoek van den Minister van Financiën, binnen de maand waarin dit verzoek wordt gedaan; zij worden binnen de acht dagen nadat zij zijn geschied den Minister van Financiën ter kennis gebracht. Wanneer deze bekendmaking achterwege blijft en bijaldien de lijst onvolledig is, voorziet de Minister van Financiën in de ontbrekende benoemingen.

ART. 35.

Aan de leden van de comiteiten der Beursnotecring, worden op Staatsgelden emolumenten toegekend.

ART. 34.

Bij elke aanvraag tot inschrijving moet aan den Staat een recht worden betaald, welk ook het gevolg weze dat aan die aanvraag wordt gegeven. Het inschrijvingsrecht staat in verhouding tot het kapitaal vertegenwoordigd door de titels waarvan de inschrijving wordt aangevraagd. Het bedrag der te betalen rechten wordt bij koninklijk besluit vastgesteld.

ART. 35.

De titels der Staatsleeningen alsmede die van door den Staat gemachtigde en gewaarborgde leeningen, zijn van rechtswege ter notecring toegelaten. Hetzelfde geldt voor de leeningen der provinciën en der gemeenten, voor zoover die leeningen belangrijk genoeg zijn om hare inschrijving te wettigen en deze wordt aangevraagd door de provinciën of de gemeenten die de leening aangaat.

ART. 36.

Aucune valeur mise en souscription publique ne peut être inscrite à la cote avant que la distribution aux souscripteurs soit achevée.

Les valeurs étrangères ne sont admises à la cote que si elles sont inscrites à la cote d'une Bourse dans leur pays d'origine ou dans l'une au moins des principales Bourses de l'Europe.

De façon générale, le Comité veille à ce que les valeurs étrangères inscrites soient telles qu'elles puissent être facilement négociées à l'étranger.

Les titres des sociétés congolaises ne sont pas considérés comme valeurs étrangères.

ART. 37.

Toute inscription à la cote doit avoir fait l'objet d'une demande écrite et signée. Elle est accompagnée de la production d'un exemplaire du titre et indique où et par qui se fera le service financier.

A la suite de toute demande d'inscription, il est adressé au sollicitant un questionnaire imprimé dont la formule est déterminée par le Comité selon la nature des titres. Une feuille spéciale du questionnaire aura pour objet la déclaration des demandes antérieures d'admission à la cote faite par le sollicitant depuis dix ans, avec indication du nom des titres, de la date d'introduction à la cote, du cours d'introduction et du cours actuel. Si la demande est faite par plusieurs per-

ART. 36.

Geen ter openbare inschrijving aangeboden kan ter Beurze worden genoteerd voordat zoolang niet alle titels worden rondgedeeld.

Buitenlandsche waarden worden slechts ter noteering aangenomen, wanneer zij op eene Beurs van hun land van herkomst of ten minste op eene der voornaamste Beurzen van Europa genoteerd zijn.

In 't algemeen, moet het comiteit er voor zorgen dat de ingeschreven buitenlandsche waarden, van dien aard zijn dat zij gemakkelijk in het buitenland verhandeld kunnen worden.

De titels van Congoleesche maatschappijen worden niet voor buitenlandsche waarden aanzien.

ART. 37.

Om inschrijving te bekomen moet eene schriftelijke en ondertekende aanvraag ingediend worden. Bij die aanvraag moet een exemplaar van den titel worden gevoegd en zij vermeldt waar en door wien de financieële dienst wordt waargenomen.

Naar aanleiding van elke aanvraag tot inschrijving wordt den aanvrager een gedrukte vragenlijst toegezonden, waarvan het comiteit volgens den aard der titels de formule vastelt. Op een bijzonder blad van de vragenlijst dienen aangegeven de door den verzoeker in de laatste tien jaren ingediende aanvragen tot inschrijving, met opgave van den naam der titels, den datum waarop zij ter noteering werden opgenomen, den koers waaraan zij voor het eerst werden genoteerd, als-

sonnes, il y aura autant de questionnaires et de feuilles spéciales qu'il y a de demandeurs.

Après réception des réponses faites par écrit sur le questionnaire signé par le sollicitant, le Comité procède à l'examen de la demande d'inscription. Il statue dans le délai de deux mois.

ART. 58.

Dès le renvoi au Comité du questionnaire signé, la demande d'admission à la cote est affichée dans la salle publique du greffe pendant quinze jours au moins avec mention que la copie des réponses au questionnaire est à la disposition du public sans déplacement.

Pendant la durée de l'affichage, le Comité reçoit toutes les observations et oppositions qui lui sont faites par écrit.

Toute radiation est de même précédée de l'affichage d'un avis au greffe pendant quinze jours. S'il y a urgence, la valeur peut être provisoirement omise de la cote.

ART. 59.

L'inscription à la cote de titres d'une société exige :

1° que le capital de la société soit d'un million de francs au moins, d'après la valeur nominale des titres.

A défaut de valeur nominale des titres, l'existence d'un avoir social

mede den tegenwoordigen koers. Wordt de aanvraag door verscheidene personen ingediend, dan dienen zoovele vragenlijsten en bijzondere bladen ingevuld als er verzoekers zijn.

Na ontvangst van de schriftelijk ingevulde en door den aanvrager onderteekende vragenlijst, onderzoekt het comiteit het verzoek tot inschrijving. Het beslist daarover binnen den tijd van twee maand.

ART. 58.

Zoodra de onderteekende vragenlijst naar het comiteit is teruggezonden, wordt de aanvraag tot noteering gedurende ten minste vijftien dagen in de publieke zaal der griffie aangeplakt met de melding dat het publiek ter plaatse inzage kan bekomen van een afschrift der antwoorden op de in de lijst gestelde vragen.

Zoolang de aanvraag aangeplakt blijft ontvangt het comiteit elke opmerking en elk verzet dat hem schriftelijk wordt overgemaakt.

Vooraleer een titel geschrapt wordt dient eveneens gedurende vijftien dagen een bericht ter griffie aangeplakt. In spoedeisende gevallen, kan de waarde-voorloopig uit de noteering worden weggelaten.

ART. 59.

Opdat de titels eener vennootschap genoteerd kunnen worden, wordt vereischt :

1° Dat het kapitaal der vennootschap volgens de nominale waarde der titels, ten minste een millioen frank bedrage.

Bij gebreke aan nominale waarde der titels, moet uit de laatste twee

de 1 million de francs au moins doit résulter des deux derniers bilans concernant une année entière;

2^o que la société ait publié les bilans de deux exercices de douze mois, au moins;

3^o qu'il ait été satisfait aux exigences des articles 36 et 82 de la loi sur les sociétés, de l'article 174 de cette loi, s'il s'agit d'une société étrangère;

4^o que la société prenne l'engagement de faire parvenir au greffe de la Bourse, pendant toute la durée sociale; 1) deux exemplaires du procès-verbal de toutes les assemblées générales de la société; 2) tel nombre d'exemplaires des statuts dans leur dernière forme, qui sera fixé par le Comité de la cote.

La brochure sera remplacée lors de toute modification des statuts et chaque exemplaire sera signé et daté par les administrateurs: 3) le nombre fixé d'exemplaires de la liste des tirages des titres remboursables, contenant un exposé de la situation actuelle par récapitulation générale des titres antérieurement amortis qui n'ont pas été présentés au remboursement.

ART. 40.

Pour toute inscription à la cote, le Comité doit être reuséigné dans la mesure qu'il juge utile, par une déclaration signée au sujet des frais de publicité, annonces, gratifications, commissions qui ont été

balansen over gansch een jaar het bestaan blijken van een maatschappelijk vermogen van ten minste een millioen frank;

2^o Dat de vennootschap de balansen van ten minste twee dienstjaren van twaalf maand bekendgemaakt hebben;

3^o Dat voldaan werd aan de eischen gesteld door de artikelen 36 en 82 der wet op de vennootschappen en door artikel 174 dezer wet, in geval het eene buitenlandsche vennootschap geldt;

4^o Dat de vennootschap zich verbind gedurende gansch haar maatschappelijk bestaan, aan de griffie der Beurs te doen toekomen:

1. Twee exemplaren van het proces-verbaal van elke algemeene vergadering der vennootschap;

2. Het door het comiteit der Beursnoteering te bepalen aantal exemplaren der statuten in hun jongste vorm;

Bij elke wijziging der statuten moet de brochure vervangen worden en elk exemplaar moet door de beheerders gedagteekend en onderteekend zijn;

3) het bepaalde aantal exemplaren van de trekkingslijst der uitkeerbare titels met eene algemeen overzichtelijke uiteenzetting van den tegenwoordigen staat der vroeger afgeloste titels die niet ter uitbetaling werden aangeboden.

ART. 40.

Voor elke inschrijving ter Beursnoteering dienen aan het comiteit, bij onderteekende opgave, alle door dit comiteit noodig geachte inlichtingen te worden verstrekt betreffende de met het oog op de uitgifte

alloués ou promis en vue de l'émission ou de la vente des titres.

ART. 41.

Le Comité apprécie souverainement si les renseignements donnés sont suffisants et si la personne qui les donne est qualifiée pour en assurer la sincérité. Il peut exiger la production de tout document ou renseignement qu'il estime nécessaire.

ART. 42.

Le Comité de la cote a le droit d'insérer d'office à la cote, par mesure d'intérêt général, des titres dont l'inscription n'est pas demandée ou ne pourrait l'être. Ils y figurent sous une rubrique spéciale mentionnant leur inscription d'office.

ART. 43.

Le Comité de la cote fixe, sur la proposition de la Commission de la Bourse, le taux de courtage des agents de change.

Le Comité stipule, par un règlement d'ordre intérieur, les dispositions qu'il juge utiles à l'exécution de la présente loi en ce qui concerne la sincérité de la cote, la loyauté et la correction des opérations de bourse.

Il organise notamment un système de contrôle qui permette de vérifier si un agent s'est approprié en tout ou en partie le bénéfice d'une opération de bourse effectuée

of den verkoop der titels toegestaan of toegezegde kosten voor publiciteit, aankondigingen, toelagen en commissieloonen.

ART. 41.

Het comiteit beoordeelt oppermachtig of de verstrekte inlichtingen kunnen volstaan en of de persoon die ze geeft, bevoegd is om voor de echtheid ervan in te staan. Het kan de overlegging eischen van alle stukken of inlichtingen welke het wenschelijk acht.

ART. 42.

Het comiteit der Beursnoteering heeft het recht, in het algemeen belang, ambtshalve titels te noteren, waarvan de inschrijving niet wordt aangevraagd of niet zou kunnen aangevraagd worden. Zij worden geplaatst onder eene bijzondere rubriek, vermeldend dat hunne inschrijving ambtshalve geschiedt.

ART. 43.

Op voorstel van de Beurscommissie bepaalt het comiteit der Beursnoteering het bedrag van het makelaarsloon der wisselagenten. In een reglement van inwendige orde stelt het comiteit de bepalingen vast, die het ter uitvoering dezer wet noodig acht wat aangaat de echtheid der Beursnoteering, de betrouwbaarheid en de regelmatigheid der beursverrichtingen.

Het richt namelijk een stelsel van toezicht in, waarbij kan worden nagegaan of een agent zich niet de winst van een voor rekening van een ordergever uitgevoerde beurs-

pour compte d'un donneur d'ordres.

La Commission de la Bourse doit procéder à cette vérification à la demande de tout intéressé et lui en communiquer le résultat.

Elle peut aussi procéder d'office.

Le règlement dispose si la fixation du cours moyen a lieu en tenant compte ou non du nombre de titres traités.

Les dispositions réglementaires, prévues au présent article, ne sont exécutoires qu'après leur approbation par le Ministre des Finances.

ART. 44.

L'agent convaincu de s'être approprié en tout ou en partie, le bénéfice d'une opération faite pour compte d'un donneur d'ordres sera suspendu, et, en cas de récidive, rayé du tableau.

CHAPITRE III.

DU GREFFE.

ART. 45.

Auprès de chaque Bourse il est nommé, par le Ministre des Finances, sur présentation par la Commission de la Bourse, un greffier chargé de la réception des bulletins de contrats, des bulletins d'offres et de l'inscription à la cote des cours qui en résultent. Il conserve et classe tous les documents qui intéressent l'exécution de la présente loi.

Le greffier choisit et révoque ses employés.

verrichting geheel of ten deele heeft toegeëigend.

De commissie der Beurs moet op verzoek van ieder belanghebbende tot dit onderzoek overgaan en hem den uitslag harer bevindingen mededeelen.

Zij kan ook ambtshalve daartoe overgaan.

Het reglement bepaalt of, bij het vaststellen van den gemiddelden koers, al dan niet met het aantal verhandelde titels wordt rekening gehouden.

De bij dit artikel voorziene reglements-bepalingen zijn slechts uitvoerbaar nadat zij door den Minister van Financiën goedgekeurd zijn.

ART. 44.

Wanneer gebleken is dat een agent zich de winst van eene voor rekening van een ordergever uitgevoerde verrichting geheel of ten deele heeft toegeëigend, wordt hij geschorst en, bij herhaling, van de lijst geschrapt.

HOOFDSTUK III.

DE GRIFFIE.

ART. 45.

Bij elke Beurs wordt door den Minister van Financiën, op voordracht van de Beurscommissie, een griffier benoemd, die belast is met het in ontvangst nemen van de bulletijns van overeenkomst, des bulletijns van aanbod, en met het daaruit voortvloeiend noteeren der koersen. Hij bewaart en rangschikt alle stukken in verband met de uitvoering dezer wet. De griffier kiest en ontslaat zijne bedienden.

ART. 46.

Les bulletins de vente, d'achat, d'offre, déposés en Bourse, sont conservés au greffe pendant quarante jours au moins.

ART. 47.

Il est établi dans toute Bourse, par les soins du greffier, une salle de renseignements accessible au public où sont communiqués :

1. La collection de la cote des Bourses du pays ;

2. Le Tableau des agents de change inscrits aux Bourses de fonds publics, tel qu'il est composé au moment de l'affichage ;

3. La collection des annexes du *Moniteur* ;

4. Les brochures contenant dans leur dernière forme les statuts des sociétés dont les titres figurent à la cote ;

5. Les comptes rendus des assemblées générales de ces sociétés ;

6. Tous autres documents que le comité de la cote ou la Commission de la Bourse estimeraient utiles de communiquer au public.

ART. 48.

Tous les documents concernant une même valeur sont réunis en dossier. Ce dossier peut être communiqué sans déplacement à tout intéressé sur demande ; à l'exception des pièces qui auraient été déposées au greffe avec la mention « non communicable » signée et datée par un délégué du comité de la cote ou par un délégué de la Commission de la

ART. 46.

De ter Beurze gedeponeerde bulletijns van koop, verkoop en aanbod worden gedurende ten minste veertig dagen ter griffie bewaard.

ART. 47.

In elke Beurs wordt, door de zorgen van den griffier, eene zaal voor inlichtingen ter beschikking gesteld van het publiek, waar inzage te bekomen is van :

1° De verzameling der Beursnoteeringen van het land ;

2° De lijst van de bij de Beurzen voor openbare fondsen ingeschreven wisselagenten, zooals die lijst op het oogenblik der aanplakking is samengesteld ;

3° De verzameling der bijlagen bij het Staatsblad ;

4° De brochuren die de statuten bevatten in hun jongsten vorm, van de vennootschappen waarvan de titels ter Beurze genoteerd zijn ;

5° De verslagen van de algemeene vergaderingen dezer vennootschappen ;

6° Alle andere stukken die het Comité der Beursnoteering of de Beurscommissie aan het publiek meenen te moeten mededeelen.

ART. 48.

Alle stukken die op eene zelfde waarde betrekking hebben worden in een bundel vereenigd. Die bundel kan ter plaatse aan elken belanghebbende die zulks vraagt ter inzage gegeven worden, met uitzondering van de ter griffie gedeponeerde stukken waarop de melding voorkomt « mag niet medegedeeld worden » ondertekend en gedag-

Bourse. Cette mention ne peut être apposée qu'à la suite d'une décision du comité ou de la commission.

SECTION III.

Dispositions transitoires.

ART. 49.

Les agents de change belges qui étaient inscrits au 1^{er} août 1914 sont maintenus d'office au tableau de la Bourse dans le ressort de laquelle ils sont établis, sans être astreints de satisfaire aux conditions énoncées à l'article 2 sauf ce qui est stipulé concernant le cautionnement. Ils ont un délai de quatre ans pour le constituer.

Ceux de ces agents dont l'inscription remonte à une époque antérieure au 1^{er} août 1904 sont dispensés du dépôt du cautionnement.

Les agents de change inscrits au 1^{er} août 1914, mais non établis dans le ressort défini à l'article premier, ont à justifier de leur établissement dans leur ressort dans le délai de trois mois.

Les agents de change étrangers, les gérants et administrateurs qui ne répondent pas aux conditions indiquées à l'article 2 et qui étaient inscrits au 1^{er} août 1914, ne sont maintenus au Tableau de la Bourse à laquelle ils opèrent que moyennant l'autorisation de la Commission de la Bourse donnée à la majorité

teekend door een afgevaardigde van het Comité der Beursnotering of door een afgevaardigde der Beurscommissie. Slechts wanneer het Comité of de Commissie zulks beslist, mag die melding op een stuk worden geplaatst.

AFDEELING III.

Overgangsbepalingen.

ART. 49.

De Belgische wisselagenten die op 1 Augustus 1914 ingeschreven waren, blijven ambtshalve ingeschreven op de lijst der Beursbinner wier ressort zij gevestigd zijn, zonder dat zij verplicht zijn aan de bij artikel 2 vermelde voorwaarden te voldoen, met uitzondering van de bepalingen aangaande den borgtocht. Zij hebben vier jaar tijd om dien borgtocht te storten.

De agenten die voor 1 Augustus 1904 ingeschreven waren, moeten geen borgtocht deponeren.

De wisselagenten die op 1 Augustus 1914 ingeschreven, maar niet in het bij artikel 1 bepaalde ressort gevestigd waren, moeten binnen den termijn van drie maanden doen blijken dat zij in het ressort gevestigd zijn.

De vreemde wisselagenten, de beheerders en administrateurs die niet aan de bij artikel 2 bepaalde voorwaarden voldoen en op 1 Augustus 1914 ingeschreven waren, blijven dan alleen ingeschreven op de lijst der Beurscommissie hun daartoe machtiging verleend bij meerderheid van de 2/3 der fungerende

des 2/3 des membres en fonction.
Les paragraphes 2 et 3 du présent
article leur sont applicables.

ART. 50.

Est abrogé, l'article 63 de la loi
du 30 décembre 1867, modifiée par
la loi du 11 juin 1883.

ART. 51.

Est abrogée également, du jour
de l'entrée en vigueur de la présente
loi, la loi du 4 mars 1919, réglemen-
tant les Bourses de change et de
Fonds Publics.

ART. 52.

La présente loi entre en vigueur
six mois après sa publication au
Moniteur. Jusqu'à cette date, il ne
peut être statué sur l'admission de
nouveaux agents de change.

Donné à Laeken, le 7 février 1921.

leden. De paragrafen 2 en 3 van dit
artikel zijn op hen toepasselijk.

ART. 50.

Artikel 63 der wet van 30 Decem-
ber 1867 gewijzigd bij de wet van
11 Juni 1883 vervalt.

ART. 51.

Op den dag van het in werking
treden dieser wet vervalt insgelijks
de wet van 4 Maart 1919 tot rege-
ling der openbare fondsen- en wis-
selbeurzen.

ART. 52.

Deze wet wordt van kracht zes
maanden na hare bekendmaking in
het *Staatsblad*. Tot op dien datum
kan over het aannemen van nieuwe
wisselagenten niet worden beslist.

Gegeven te Laeken, den 7ⁿ Fe-
bruari 1921.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Finances,

Van 's Konings wege,
De Minister van Financiën,

G. THEUNIS.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.